REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 23 SEPTEMBRE 2013

COMPTE-RENDU

Le Conseil communautaire s'est réuni le lundi 23 septembre 2013 à 20 H 30 au siège de la Communauté de communes du Pays de Nay à Bénéjacq, sous la présidence de M. Christian PETCHOT-BACQUÉ, Président.

- Informations du Conseil

- Composition du Conseil communautaire : point à venir avec la Préfecture le 30 septembre.
- Lancement du traitement des publicités extérieures avec, dans un premier temps, envoi de courriers d'information aux entreprises concernées.
- Réunions SCoT :
 - 23/10 à 20 H 30 : réunion avec les chefs d'entreprise
 - 24/10 à 10 H 00 : réunion avec les personnes publiques associées
 - Fin 2013 : travail et réunions sur les enjeux du PADD
- 24/10 à 14 H 30 : signature contrat Aide aux tiers avec le Département.

- Secrétaire de séance : M. CASSOU

- Approbation du compte rendu de la séance du 1^{er} juillet 2013

M. MERINO, étant absent à cette séance, ne participe pas au vote.
Le compte rendu est approuvé à la majorité.

M. ARRIUBERGE présente M. Jean-Luc FAUX, qui remplace M. Olivier ARRIULOU en qualité de délégué titulaire au sein du Conseil communautaire.

- Examen des questions inscrites à l'ordre du jour

1°- Convention territoriale de lecture publique 2013-2016

(Rapporteur : M. DUFAU)

Le volet culturel du Contrat communautaire de développement, passé avec le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, a permis à la CCPN d'affirmer l'enjeu lié à la lecture publique en tant que service public rendu sur un territoire. La prise de compétence du 10 avril 2012 sur la mise en réseau des bibliothèques a concrétisé cette volonté.

Le Conseil général a adopté un schéma départemental de lecture publique qui a pour objectif notamment de « soutenir de manière privilégiée, par la signature de convention territoriale, la constitution de réseaux permettant de structurer une politique de lecture publique sur leur territoire ».

Il est proposé de signer cette convention territoriale avec le Département.

La convention territoriale permet de contractualiser des objectifs communs et de mettre en œuvre conjointement des actions sur la période 2013-2016. Elle a une durée de 3 ans.

Il pourra être présenté un avenant pour toute évolution de l'organisation et du fonctionnement du réseau.

La convention précise les engagements des deux parties qui portent notamment sur les actions suivantes :

programme annuel d'action culturelle, actions vers des publics spécifiques, structuration logistique de la fourniture documentaire, mise en réseau documentaire, ...

Mme LATERRADE indique qu'un groupe de travail a été créé, regroupant bénévoles et salariés des bibliothèques. Des réunions sont organisées environ une fois par mois dans les communes. Un comité de pilotage a par ailleurs été mis en place, chargé notamment d'examiner les orientations du réseau. Il est composé d'élus représentant les bibliothèques du territoire, d'un représentant de la Bibliothèque départementale de prêt et de représentants de la Communauté de communes (élus et techniciens).

La valorisation des bibliothèques est un des objectifs premiers du réseau. Un premier programme d'animations, consacré à la musique, verra le jour d'ici la fin de l'année.

A compter du 1^{er} janvier 2014, un budget communautaire sera mis en place afin de permettre notamment la prise en charge d'acquisitions d'ouvrages par le réseau. Resteront à la charge des communes les frais de personnel, de locaux et de mobilier.

Une réflexion est également lancée sur l'informatisation du réseau, avec équipement d'ordinateurs et mise en commun des collections avec catalogue.

Mme LATERRADE, coordinatrice du réseau de lecture publique, ajoute avoir été bien accueillie par les responsables des bibliothèques. **M. DUFAU** précise qu'un important travail préalable avait été réalisé, afin de leur présenter le projet et que l'adhésion est aujourd'hui totale.

M. LAPLACE s'interroge sur la particularité de la bibliothèque de Nay, celle-ci faisant partie d'un réseau privé. Il lui est répondu que les modalités juridiques futures de gestion seront étudiées pour être en accord avec les missions de ce service. Par ailleurs, les modalités d'adhésion et d'emprunt d'ouvrages dans cette bibliothèque seront établies dans le respect de la charte de fonctionnement du réseau et des préconisations du Conseil général.

Une question étant par ailleurs posée sur la concurrence d'Internet et l'évolution des nouvelles technologies, **Mme LATERRADE** estime qu'une bibliothèque a toute sa place sur un territoire car elle remplit des missions universelles. Plus qu'un simple lieu dédié à la lecture, c'est aussi un lieu social, convivial, d'information, de formation, d'animations culturelles ...

(Adoption à l'unanimité).

2° - Développement touristique : Convention de partenariat avec le Syndicat Mixte du Grand Pau

(Rapporteur : G. CHABROUT)

En 2012, une convention de partenariat entre la Région Aquitaine, le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques, le Syndicat Mixte du Grand Pau et la Communauté de communes du Pays de Nay avait initié une première étape de dynamique commune de travail et de coopération entre le Pays de Nay et le Grand Pau (délibération du 8 octobre 2012).

Une nouvelle convention de partenariat est proposée pour les 2 années suivantes. Elle privilégie le renforcement d'une logique de démarche collective d'organisation, et définit les niveaux d'intervention et de décision, à la fois entre le Syndicat Mixte du Grand Pau et la Communauté de communes du Pays de Nay, et avec les EPCI concernés.

La convention traitera du programme d'actions et des modalités de gouvernance, selon les domaines d'intervention touristique cités ci-après :

- Mission d'accueil des visiteurs
- Mission de structuration et de professionnalisation des organisations touristiques
- Mission d'ingénierie et de développement de l'offre touristique
- Mission d'information / documents d'accueil et outils numériques
- Mission de promotion et de commercialisation.

Pour optimiser ce fonctionnement, il est proposé de mettre en place une Commission Tourisme, représentée par un élu de chaque collectivité. Parallèlement, un comité technique sera composé des techniciens de chaque collectivité.

Le financement des actions collectives est proposé au prorata du nombre d'habitants par EPCI. Pour la Communauté de communes du Pays de Nay, sur la base des actions collectives identifiées, le montant de sa participation aux actions collectives s'élèverait à 6 399,81 € pour 2 ans (voir tableaux ci-après).

Actions proposées	MO	Coût	SMGP	Région	Département	EPCI/OT (dont Pays de Nay)	Autres
Schéma d'organisation des aires de camping cars et des campings	SMGP / CC Pays de Nay/EPCI Grand Pau	30 000 €	X	7 500 € (25%)	7 500€ (25%)	X	
Outils d'information d'intérêt Pays :- outils numériques, - cartographie,...	SMGP / CC Pays de Nay / EPCI Grand Pau	50 000 €	X	15 000€ (30%)	15 000€ (30%)	X	
Étude sur la stratégie numérique globale	OT Pau Pyrénées Tourisme	25 415 €	X	5 083 € (20%)	5 083 € (20%)	X	
Outils de promotion communs : étude identité touristique	OT Pau Pyrénées Tourisme	44 252 €	X	22 126 € (50%)	4 425,2 € (10%)	X	
TOTAL (sur 2 ans)		149 667 €		49 709 €	32 008,2 €	67 949,8 € soit 0,26 € par habitant	

EPCI	Nb habitants	TOTAL
OT PPT / CDAPP	152642	41213,34
CC CANTON D'ARZACQ	6581	1776,87
CC LUY DE BEARN	10803	2916,81
CC PAYS DE MORLAAS	15996	4318,92
CC THEZE	5280	1425,6
CC OUSSE-GABAS	12254	3308,58
CC GAVE ET COTEAUX	6455	1742,85
CC MIEY DE BEARN	13255	3578,85
CC GARLIN	3831	1034,37
CC PAYS DE NAY	23703	6399,81
TOTAL	250800	

La convention pourra être prorogée ou modifiée à tout moment, par voie d'avenant, notamment en cas de modification substantielle des règlements d'intervention de la Région.

Le projet complet de convention peut être consulté auprès des services et en séance.

Mme MONTAGNE, directrice de l'Office de tourisme, insiste sur le fait qu'il s'agit d'une véritable structuration du tourisme en Pays de Nay qui se met en place, en s'appuyant sur différents niveaux d'intervention.

M. BERCHON estime que c'est également l'occasion d'approfondir une coopération avec le département des Hautes-Pyrénées, et en particulier avec l'Office de Tourisme de Lourdes, voisin le plus immédiat du territoire.

M. CHABROUT relève la modicité de la participation de la CCPN (6 400 €). Il ajoute qu'au-delà de cette convention, il est bien sûr possible de continuer à mener des partenariats spécifiques avec des collectivités ne faisant pas partie de cette démarche collective, tel l'Office de tourisme de Laruns avec lequel de bonnes relations ont toujours été entretenues.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire désigne M. Guy Chabrou, en tant que Vice-Président en charge du tourisme à la Communauté de Communes du Pays de Nay pour siéger au sein de la Commission Tourisme mise en place dans le cadre de cette convention.

(Adoption à l'unanimité).

3° - Coins Pêche : ajustement du coût de réalisation des équipements sur le Baniou et sur l'Ouzom

(Rapporteur : G. CHABROUT)

La valorisation de la filière halieutique représente un enjeu important pour le territoire du Pays de Nay, tant sur le plan environnemental, que sur le plan touristique et économique, le développement des activités de pleine nature, dont la pêche, étant inscrit dans la stratégie de développement touristique communautaire.

De plus, depuis déjà plusieurs années, l'Office de tourisme communautaire a engagé une démarche autour du label Pêche 64, en accédant au label et en mobilisant régulièrement les socioprofessionnels locaux autour de ce label. Ce sont donc aujourd'hui plusieurs hébergeurs du Pays de Nay qui sont titulaires du label Pêche 64.

Dépositaire de la carte de pêche, l'Office de tourisme communautaire délivre annuellement 140 cartes de pêche, dont 66 % à la clientèle touristique.

Un programme d'aménagement de coins de pêche, initié en 2009, sur les sites du Baniou à Baudreix, et celui de l'Ouzom à Asson, a été repris en 2012/2013.

Les aménagements prévus viendraient conforter la démarche, menée depuis plusieurs années en partenariat avec le Comité Départemental du Tourisme Béarn Pays Basque, les AAPPMA, et la Fédération départementale de la pêche.

Il s'agit d'équiper ces sites avec des panneaux d'information et des panneaux règlementaires jalonnant les parcours, de matérialiser 2 emplacements de stationnement pour le parcours de l'Ouzom, et d'aménager le site du Baniou pour faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite (matérialisation et stabilisation cheminement, construction et pose d'un sentier bois de 50ml).

Le budget prévisionnel 2012 du projet était évalué à 36 620 €. Le budget primitif 2013 sur cette opération est de 44 525 € (dont 9 000 € en RAR).

Le Conseil Régional d'Aquitaine, dans le cadre de la convention Tourisme 2012-2013 avec la Communauté de communes du Pays de Nay et le Syndicat Mixte du Grand Pau, accompagnera cette opération à hauteur de 25% des dépenses d'investissement. **Toutefois, il convient de réajuster le montant de cette opération.**

Le coût global de cette opération est estimé à 40 895,92 € TTC, dont 38 295,92 € TTC (32 020 € HT) pour la partie investissement, et comprend les travaux suivants :

	HT	TTC
Lot 1 : Accès PMR, stabilisation et marquage d'emplacements pour le stationnement	3 300 €	3 946,80 €
Lot 2 : Construction et pose d'un sentier bois (50 ml) pour les personnes à mobilité réduite	21 600 €	25 833,60 €
Lot 3 : Fabrication et pose d'une signalétique Pêche	6 050 €	7 235,80 €
Honoraires géomètre levés terrain	1070 €	1 279,72 €
<i>Hors subventions : pêches électriques (fonctionnement)</i>		2 600 €
TOTAL	32 020 €	40 895,92 €

(Adoption à l'unanimité).

4 - Contrat d'axe ferroviaire/Projet de gare de Coarraze – convention tripartite Commune/CCPN/ Région Aquitaine

(Rapporteur : JY. PRUDHOMME)

En complément de la délibération du 25/03/2013, il est proposé d'approuver la convention tripartite avec la Commune de Coarraze et la Région Aquitaine, dans le cadre du projet de contrat d'axe ferroviaire et de la réalisation des travaux d'aménagement des abords de la gare de Coarraze.

Le montant de l'opération s'établit à 209 294 € HT. La participation de la CCPN est de 30%.

Les travaux seront réalisés à l'automne 2013.

M. MERINO se dit surpris que ces travaux soient réalisés sous couvert de la commune de Coarraze alors que le financement de la Communauté de communes s'élève à 30 % de leur montant.

M. SAINT-JOSSE précise que la commune est maître d'ouvrage de l'opération depuis l'origine.

M. POUHEY, directeur général des services, confirme ce point et rappelle que le conseil communautaire a une 1^{ère} fois délibéré sur cette opération le 26/06/2008.

M. MERINO fait observer que l'affichage des travaux est inexistant. Il souhaite par ailleurs obtenir des précisions sur le montant des travaux.

Il est rappelé qu'il revient au maître d'ouvrage, donc à la commune de Coarraze, de procéder à l'affichage. Concernant le montant des travaux, **M. POUHEY** fait référence à la délibération du 25 mars 2013, dans laquelle était annexé le détail du plan de financement.

5° - Projet d'extension du Super U de Bénéjacq/Mirepeix: demande de dérogation au titre de l'article L.122 du Code de l'Urbanisme

(Rapporteur : J. SAINT-JOSSE)

Par courrier du 25/07/2013, reçu le 26/07/2013, la Société SUNAY sollicite une dérogation au titre de l'article L.122-2 du Code de l'Urbanisme, en vue de la délivrance, par la CDAC, de l'autorisation d'aménagement commercial relative à l'extension du SUPER U de Bénéjacq/Mirepeix.

Le pétitionnaire, à la demande de la CCPN, a transmis le dossier d'autorisation d'extension commerciale le 29/08/2013, reçu le 30/08/2013.

Il est en effet rappelé qu'en application de l'article L.122-2 du Code de l'Urbanisme, dans les communes qui ne sont pas couvertes par un SCoT applicable et qui sont situées à moins de 15 km des limites d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, il ne peut être délivré, à l'intérieur des zones à urbaniser ouvertes à l'urbanisation après la date du 2/07/2013, d'autorisation d'exploitation commerciale au titre de l'article L.752-1 du Code de commerce, sauf dérogation accordée par l'EPCI compétent en matière de SCoT.

Le périmètre du SCoT du Pays de Nay ayant été arrêté le 30/01/2012, la CCPN est donc désormais compétente pour instruire et délivrer ce type de dérogations.

Le Code de l'urbanisme prévoit que la dérogation « ne peut être refusée que si les inconvénients éventuels de l'urbanisation envisagée pour les communes voisines, pour l'environnement ou pour les activités agricoles sont excessifs. Il est également vérifié que le projet d'équipement commercial envisagé ne risque pas de porter atteinte aux équilibres d'un schéma de cohérence territoriale dont le périmètre est limitrophe de la commune d'implantation du fait des flux de déplacements de personnes et de marchandises qu'il suscite. »

Le projet consiste en une extension de l'ensemble commercial par celle d'un supermarché généraliste à dominante alimentaire. L'évolution des surfaces de vente serait la suivante :

-surfaces de vente avant projet :

.commerce à dominante alimentaire : 2 600 m²

.autres commerces : 299 m²

-surfaces de vente après projet :

.commerce à dominante alimentaire : 4 158 m²

.autres commerces : 299 m²

Il convient à cet égard de relever que le courrier du pétitionnaire du 25 juillet 2013 fait mention d'un projet d'extension de 129 m² de la surface de vente de la galerie marchande attenante, alors que dans le dossier lui-même la surface de vente de la galerie marchande après projet est présentée comme inchangée, à 299 m².

Le dossier complet peut être consulté auprès des services et en séance.

Le Président indique que le Bureau et la Commission développement économique, réunis conjointement le 16 septembre 2013, ont émis un avis défavorable à la délivrance de cette dérogation. Le Bureau et la Commission ont en effet estimé que ce projet d'extension commerciale :

- ne présentait pas, par rapport à l'intérêt du projet, d'inconvénients éventuels excessifs en termes d'impacts pour l'environnement et les activités agricoles ;
- présentait en revanche, par rapport à l'intérêt du projet, des inconvénients éventuels excessifs pour les communes voisines, et notamment :
 - un risque pour l'aménagement du territoire et le maintien d'une répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services
 - un risque de déséquilibres entre GMS alimentaires du territoire
 - des risques pour l'animation locale et commerciale des centres bourgs du territoire pour lesquels plusieurs communes ont engagé des opérations lourdes de requalification et de redynamisation, et ce, sachant que le maintien des commerces de proximité et de la dynamique commerciale ont déjà été identifiés comme étant des enjeux centraux de l'aménagement du territoire et de reconquête des centralités (habitat, services et équipements...) dans le cadre du SCoT du Pays de Nay.

Le Président indique qu'il appartient donc au Conseil communautaire de décider s'il suit cet avis.

Une discussion s'engage, faisant ressortir les inquiétudes de plusieurs élus quant au maintien des commerces de proximité de Nay et des alentours, déjà fragilisés pour certains depuis la délocalisation du SUPER U. **M. MINVIELLE** donne pour exemple l'unique librairie du territoire, qui ne saurait résister durablement à une offre culturelle proposée en grande surface, à plus bas coût. **M. BERCHON** estime qu'il faut rester en cohérence avec les orientations déjà prises, rappelant notamment que la Communauté de communes a fait le choix d'aider les commerçants et artisans à créer leur association. **M. CAMBORDE**, indiquant que le rôle des élus est de se préoccuper de l'équilibre économique et de la dynamisation du territoire, pense également que ce projet va à l'encontre des objectifs du territoire. La zone de chalandise est par ailleurs contestée à plusieurs reprises ; il est notamment relevé qu'elle prend en considération un secteur dans un certain rayon, sans toutefois tenir compte de la présence de grandes surfaces qui s'y trouvent.

M. MERINO s'étonnant que l'Intermarché de Bordes ait eu l'autorisation d'agrandissement, il est précisé que la surface ayant été créée avant 2003, n'est pas soumise à la même réglementation.

M. VIRTO rappelle que les projets d'extension des magasins Intermarché de Bordes et de Coarraze n'avaient, eux, pas été présentés en réunion de Conseil communautaire et fait observer que la loi de la concurrence ne peut pas être respectée, puisque les deux enseignes concernées n'ont pas la même surface (près de 5 000 m² (surface cumulée) pour Intermarché et 2 600 m² pour SUPER U. Il estime en outre regrettable d'interdire le développement commercial sur un territoire, tout développement d'entreprise étant créateur d'emplois. **M. LAVIGNE DU CADET** rejoint M. VIRTO sur ce point. Ils voteront tous deux pour ce projet d'extension.

A l'issue du débat, le Conseil communautaire se prononce sur la délivrance de cette dérogation au titre de l'article L.122- Code l'Urbanisme relative à l'extension du SUPER U de Bénéjacq/Mirepeix de la manière suivante :

Pour : 4
Abstentions : 3
Contre : 40

(Adopté à la majorité).

6° - Modification du PLU de la commune de Bordes : demande de dérogation au titre de l'article L.122-12 du Code de l'Urbanisme

(Rapporteur : JY. PRUDHOMME)

Par courrier du 28/08/2013, reçu le 30/08/2013, la commune de Bordes sollicite, conformément aux dispositions de l'article L.122-2 du Code de l'Urbanisme, la dérogation de la CCPN pour une modification de son PLU.

Cette modification du PLU, prescrite le 10/09/2012, concerne notamment une ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU située en centre bourg, qui serait classée en zone 1 AU, cette ouverture à l'urbanisation s'accompagnant de la mise en place d'une orientation d'aménagement.

L'accord de la CCPN, dans le cadre du SCoT en cours, est nécessaire.

Il est proposé d'accorder cette dérogation dans la mesure où les parcelles concernées ne sont plus exploitées et où il s'agit d'un projet de densification urbaine.

Le dossier de demande de dérogation est consultable auprès des services et en séance.

(Adopté à l'unanimité).

7° - Projet de coopération Franco-Québécois

(Rapporteur : P. SAUBATTE)

La participation de la Communauté de communes du Pays de Nay à un projet de coopération décentralisée est proposée, dans le cadre d'un Fonds franco-québécois, autour de la thématique du développement des services de proximité dans les territoires ruraux.

Ce projet associerait à la Conférence régionale des élus de la région « Chaudière-Appalaches » (Québec) les collectivités françaises suivantes :

- Région Aquitaine,
- Conseil général de l'Essonne
- Communauté de communes du Canton d'Arzacq
- Communauté de communes du Pays de Nay.

L'intitulé de la thématique de coopération et d'échanges retenu par la commission permanente de coopération franco-québécoise est le suivant « *Réinventer, réintroduire et repenser les services de proximité au cœur du développement de l'économie sociale et solidaire* ».

Les thèmes prioritaires abordés sont :

- Le maintien et le développement de services de proximité
- L'économie sociale et solidaire
- Le développement économique, l'innovation et l'emploi dans des contextes de ruralité
- La mobilité sur les territoires ruraux
- Le développement culturel en ruralité
- Le déploiement des technologies de l'information en territoire rural
- Les agendas 21 locaux.

Les résultats concrets attendus de ces échanges d'expériences sont :

- L'apport d'outils de développement pour les territoires ruraux
- Le transfert de connaissances, méthodes et outils auprès des acteurs locaux et régionaux par différents moyens de diffusion
- La mobilisation des acteurs et l'innovation pour le développement et l'accessibilité des services de proximité

- La création d'un réseau d'acteurs diversifié, dynamique et partageant une mission transversale du développement rural
- L'identification et le partage des facteurs favorables à l'émergence des solutions pour le développement des communautés rurales.

Le programme de travail et les échanges entre agents de développement ruraux et élus sont planifiés au printemps 2014, pour l'accueil de la délégation Québécoise en France et à l'automne, pour l'accueil de la délégation des Pyrénées-Atlantiques et de l'Essonne au Québec.

La participation totale de la CCPN à ce projet de coopération décentralisé, au titre des frais de rencontre et de déplacement des délégations et représentants régionaux en France et au Québec serait de :

- 2013 : 1 205 €
- 2014 : 1 205 €

Ce projet de coopération décentralisée est l'occasion, pour la CCPN, de s'impliquer dans une dynamique d'échanges sur des thématiques de services et de développement qui, en tant que territoire rural, la concerne directement.

Il est également l'occasion, dans une démarche d'ouverture et de solidarité, de faire bénéficier un territoire extérieur de son expérience et organisation dans ces domaines.

Les élus de la commission Services aux personnes, ainsi que tout élu communautaire intéressé, seront associés à ces rencontres.

Le Président précise que la Communauté de communes du Pays de Nay a été choisie en raison de ses similitudes avec les services de proximité de la collectivité québécoise.

(Adopté à la majorité – 1 voix contre).

8° - Répartition des aides accordées à la mise en place d'activités d'été/jeunes et aux formations BAFA-BAFD

(Rapporteur : M. DUFAU)

Il est inscrit au budget 2013 de la Communauté de communes (chapitre 65), une enveloppe d'un montant de **22 000 €**, destinée à la mise en place d'activités pour les jeunes ainsi qu'une aide aux formations BAFA-BAFD des jeunes du territoire.

Cette enveloppe a été répartie, dans un premier temps, comme suit : (délibération n°2013-1-6 du 11 février 2013)

- Association Evasion Pyrénéenne de Baudreix "Passeport Activités Jeunes"
 - 11 000 € (délibération n°2013-1-6)
- Association Les Gais Montagnards d'Asson « Séjour Multi-Activités en Bretagne »
 - 2 500 € (délibération n°2013-1-6)
- Aides aux formations BAFA et BAFD
 - 3 500 € (délibération n°2013-1-6)
- Séjour Surf à Hendaye organisé par la Maison de l'Ado (du 12 au 15 Août) pour 24 jeunes et ouvert aux jeunes des 24 communes
 - 3 000 € (délibération n°2013-1-6)
- Projet de séjour jeunes avec une association
 - 2 500 € (délibération n°2013-1-6)

Au vu du bilan des actions réalisées par les associations, de la forte demande en matière de formations BAFA-BAFD de la part des jeunes du territoire et d'un projet de séjour jeunes qui ne s'est pas réalisé, il est proposé de re-ventiler l'enveloppe prévue de 22 000 € de la façon suivante :

- Association Evasion Pyrénéenne de Baudreix "Passeport Activités Jeunes" 2013
(8 semaines d'activités réparties sur les vacances scolaires)
 - 11 500 €
- Association Les Gais Montagnards d'Asson « Séjour Multi-Activités en Bretagne »
 - 2 500 € (délibération n°2013-1-6)
- Séjour Surf à Hendaye organisé par la Maison de l'Ado de Coarraze (commune de Coarraze)
 - 2 500 € (montant réajusté en fonction du budget réalisé)
- Aides aux formations BAFA et BAFD
 - 5 500 €.

(Adopté à l'unanimité).

9°- Participation du Syndicat Mixte pour le Traitement des Déchets Ménagers et Assimilés du Bassin Est aux frais de transport des déchets –Année 2012

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Dans le cadre de ses compétences, le Syndicat Mixte pour le Traitement des Déchets Ménagers et Assimilés du Bassin Est (SMTD) prend en charge les dépenses relatives aux transports hors collecte des déchets et la répartition de ces dépenses entre ses membres à la tonne traitée, suivant une règle de mutualisation.

Les EPCI paient directement ces dépenses, la charge financière totale devant ensuite légalement incomber au SMTD. Pour l'année 2012, le montant est de 172 610 € HT- (184 693 € TTC).

Le montant payé en 2011 par la collectivité était de 190 673 € HT, soit 204 020 € TTC.

(Adopté à l'unanimité).

10°- Renouvellement convention Eco-Folio

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Chaque année, environ 4 millions de tonnes de déchets d'imprimés papiers sont collectés et traités par les collectivités.

Par arrêté du 19 janvier 2007, l'éco-organisme ECOFOLIO a été agréé par les pouvoirs publics pour organiser la filière des imprimés papiers. A partir de 2008, les collectivités ont bénéficié d'un nouveau dispositif leur permettant de récupérer une nouvelle recette financière en complément de la recette de vente de papiers.

La convention qui lie la CCPN et Eco-Folio est arrivée à échéance le 31 décembre 2012. Un nouvel agrément a été établi à compter du 1^{er} janvier 2013.

En conséquence, il est proposé de signer la nouvelle convention relative au soutien financier de l'Eco-organisme Eco Folio dans le cadre de la filière des imprimés papiers.

Le projet de convention est consultable auprès des services ou en séance.

(Adopté à l'unanimité).

11°- Avenant n°1 au marché intervenu avec la société PAPREC « exploitation de la déchetterie de Coarraze, de la déchetterie d'Asson, du site à gravats d'Arros de Nay et de la micro-déchetterie de Haut-de-Bosdarros

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Depuis juin 2012, la société PAPREC gère l'ensemble des déchetteries du territoire de la CCPN.

La micro-déchetterie de Haut-de-Bosdarros a seulement deux bennes à quai : une pour la ferraille, une pour les encombrants non-valorisables.

Dans le cadre du marché initial, les encombrants non valorisables issus de la micro-déchetterie de Haut-de-Bosdarros sont apportés sur le site d'enfouissement de Précilhon.

Pour le transport, le prix HT à la tonne est de 58.49 €.

Le traitement est hors marché puisque le SMTD facture directement ce coût à la collectivité (pour l'année 2013 : 93 € HT/tonne).

Le CET de Précilhon étant de plus en plus restrictif et exigeant dans les types de déchets apportés pour l'enfouissement et compte tenu de l'impossibilité d'installer sur site une 3^{ème} benne pour les incinérables, la société PAPREC propose une solution alternative pour transporter et traiter ces déchets encombrants.

Les encombrants seraient acheminés directement sur le centre de tri de Montardon.

Les conditions financières seraient les suivantes :

- 47,60 € HT/tonne pour le transport
- 95 € HT /tonne pour le traitement.

Le projet d'avenant est consultable auprès des services ou en séance.

M. VIRTO indique qu'il faudra être très vigilant sur l'évolution des tonnages, le contrôle étant difficile. **Le Président** confirme qu'il sera en effet utile de mettre en place un système qui permette, ponctuellement, des vérifications.

(Adoption à l'unanimité).

12°- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)-Exonérations 2014

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Par délibération du 12 octobre 2000 (actualisée le 8 octobre 2012), la CCPN a décidé d'instituer une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

Cette taxe porte sur tous les immeubles soumis à la taxe foncière sur les propriétés bâties.

L'article L.1521-III du Code Général des Impôts stipule que le Conseil communautaire détermine annuellement les cas où les locaux à usage industriel ou commercial peuvent être exonérés de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Il est proposé d'exonérer du paiement de la TEOM pour une durée de 1an à compter du 1^{er} janvier 2014 les sociétés suivantes :

- SARL ROBY FOOD (Mac Donalds) - 132 rue des Pyrénées 64800 BENEJACQ (parcelle n°ZB 76)
- SA SUNAY (Super U) - 132 rue des Pyrénées 64800 BENEJACQ (parcelles n°ZB 72-73-74-75)
- SA CHAMVYLE (Intermarché) - avenue de la gare 64800 COARRAZE (parcelles AD 110-111-135-154)
- SA FULBERT (Bricomarché) - 6 rue Charles Peguy 64800 COARRAZE (parcelle A 2382)
- -AD Service automobile - avenue de la gare 64800 COARRAZE (AD 109).

Après vérification par le service Environnement Déchets, toutes ces sociétés font appel à un prestataire privé pour la collecte et le traitement de leurs déchets et peuvent donc bénéficier de l'exonération de TEOM au titre de l'année 2014.

(Adoption à l'unanimité).

13° - Contractualisation Eco-Mobilier

(Rapporteur : J. ARRIUBERGE)

Un nouvel Eco-organisme (Eco-Mobilier) a été créé le 1^{er} janvier 2013 pour la collecte du mobilier.

Pour mener à bien la collecte du mobilier usagé, Eco-mobilier propose aux collectivités deux modes de contrat :

- Un contrat territorial de collecte du mobilier : ce contrat permet à la collectivité de confier la collecte et le traitement des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) à Eco-mobilier, en mettant en place une collecte séparée du mobilier dans les déchetteries. Concrètement Eco-mobilier mettrait en place une benne 30 m³ et procéderait gratuitement à son enlèvement.
Il aiderait par ailleurs la collectivité à hauteur de 2 500 €/an par point de collecte et 20 € par tome collectée.
Un soutien de 1500 € serait prévu pour la signalétique et la formation du gardien.
- Une convention financière pour les sites où la mise en place d'une benne n'est pas possible techniquement, ou lorsque le seuil de 50% du gisement de DEA n'est pas atteint. Dans ce cas la collectivité reçoit un soutien sur les tonnages pour chaque benne concernée (tout-venant, bois, ferraille) en fonction du traitement effectué :
 - o Recyclage : 65 € / tonne
 - o Valorisation (UIOM) 60 € / tonne
 - o Valorisation combustible R1 (chaudière bois) 35 € / tonne
 - o Incinération avec produit d'énergie non R1 15 €/tonne
 - o Incinération sans produit d'énergie ou enfouissement 5 € / tonne

La collectivité recevrait également des soutiens à la communication.

L'élaboration du futur contrat, notamment le choix du mode de fonctionnement, sera définie en concertation entre la collectivité et l'éco-organisme, et adaptée aux possibilités d'accueil de nouvelles bennes en déchetterie.

(Adoption à l'unanimité).

14 ° Requalification du PAE Monplaisir – plan de financement

(Rapporteur : M.SAINT-JOSSE)

Il est proposé d'ajuster le plan de financement de l'opération de requalification du PAE Monplaisir, après dévolution des marchés de travaux.

Par délibération du 1/07/2013, le coût prévisionnel d'opération a été fixé à 247 500 €. Après consultation, le coût s'établit à 218 655 €. Il convient donc d'ajuster le plan de financement de cette opération en vue des demandes de subventions :

Plan de financement

DEPENSES en Hors Taxes	En euros	RECETTES	En euros	Taux de subvention
Etude et MOE : Travaux :	11 000	Conseil Régional (Contrat de Pays)	68 896	30%
		218 655	Conseil Général (Aides aux tiers)	68 896
		CCPN	91 863	40%
TOTAL	229 655	TOTAL	229 655	100%

Par ailleurs, une 1^{ère} dotation avait été inscrite au BP 2013 pour 165 202 €. Il convient de la compléter à hauteur de 64 453 € par la décision budgétaire modificative suivante :

Budget Principal :

DEPENSES		RECETTES	
Section Investissement			
c/2041632 CH204 fn90	64 453		
c/2111 OP79 fn09	- 64 453		

Budget PAE Monplaisir :

DEPENSES		RECETTES	
Section Investissement			
c/2315 OP16	64 453	c/13251 OP16	64 453

La délibération du 1/07/2013 est annulée et remplacée par la présente.

(Adoption à l'unanimité).

15°- Tableau des effectifs

(Rapporteur : M. CASSOU)

Il est proposé de compléter le tableau des effectifs de la CCPN, afin d'y intégrer les postes suivants :

- Ambassadeur du tri/service déchets : il est proposé, après avis de la Commission Environnement-Déchets, de remplacer le poste de contractuel 1 an par un emploi permanent d'adjoint d'animation.
Les 3 années écoulées ont en effet démontré le caractère pérenne et indispensable de cet emploi d'ambassadeur du tri, dans l'organisation de la CCPN et auprès de la population, pour une compétence et un service majeurs de la CCPN.

Par ailleurs, l'agent non titulaire en place vient de réussir le concours d'adjoint d'animation. La fiche d'organisation du service déchets, la fiche de poste et le bilan d'activités 2011-2013 du poste d'ambassadeur du tri peuvent être consultés auprès des services et en séance.

- Hôtesse d'accueil/Piscine Nayeo : suite au départ d'un agent non titulaire qui bénéficiait d'un contrat d'1 an pour 20h de travail hebdomadaire, il est proposé de créer un emploi d'adjoint administratif non titulaire pour un temps de travail hebdomadaire de 25 h et d'une durée de trois mois (31/12/2013). Un contrat d'1 an pourra être proposé à compter du 1/01/2014 (délibération ultérieure).
- Maître nageur sauveteur (MNS)/piscine Nayeo : afin de prendre en compte, d'une part des ajustements au niveau du temps de préparation, d'entraînement et de mise en place des bassins et, d'autre part, le développement des plannings d'occupation et des activités (école de natation, aquabiking...) de la Piscine Nayeo, il est proposé de créer un emploi non titulaire d'ETAPS à temps plein d'une durée de 3 mois (31/12/2013). Un contrat d'1 an pourra être proposé à compter du 1/01/2014 (délibération ultérieure).
- Cyberbase : afin de pourvoir au remplacement de l'animatrice de la Cyberbase, il est proposé de créer un emploi d'agent non titulaire jusqu'au 31/12/2013. Un contrat d'1 an pourra être proposé à compter du 1/01/2014 (délibération ultérieure).

(Adoption à l'unanimité).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 H 00.